

Association COALLIA

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Association COALLIA

16 Cour Saint Eloi
75012 PARIS

A l'Assemblée Générale

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association COALLIA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Principes et méthodes comptables » de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables résultant de la première application du règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers et du règlement ANC 2023-03 concernant la présentation des états financiers.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 8 juin 2026

Le Commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes

Signé par Francis Chartier
Le 8 juin 2026



doc_J6ln
tx_aVve3v0e7kvQ

Francis CHARTIER

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2025	31/12/2024
Frais d'établissement	134 076	127 885	6 191	12 019
ACTIF NON IMMOBILISE (I)	134 076	127 885	6 191	12 019
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	6 639 429	3 766 418	2 873 012	119 969
Fonds commercial	391 673		391 673	391 673
Autres immobilisations incorporelles	31 854	13 811	18 044	19 567
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	7 269 665		7 269 665	7 243 005
Constructions	113 668 028	60 990 061	52 677 967	55 122 176
Installations techniques, matériels et outillages industriels	17 549 273	10 365 563	7 183 710	7 007 236
Autres immobilisations corporelles	63 197 303	41 840 925	21 356 379	20 582 192
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	2 380 573		2 380 573	1 461 787
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations	10 264 337	4 442 816	5 821 521	5 821 521
Créances rattachées à des participations	60 800		60 800	60 800
Autres titres immobilisés	88 778		88 778	85 506
Prêts	164 300		164 300	164 300
Autres immobilisations financières	5 143 439	103 192	5 040 247	4 324 813
ACTIF IMMOBILISE (II)	226 983 529	121 650 670	105 332 860	102 331 058
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 526 069		1 526 069	2 971 599
CREANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	61 724 285	10 671 115	51 053 170	48 646 048
Autres créances	25 218 813	5 020 539	20 198 274	19 632 118
Charges constatées d'avance	838 099		838 099	718 219
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	79 526 318		79 526 318	111 988 803
Disponibilités	27 816 692		27 816 692	41 308 905
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
ACTIF CIRCULANT (III)	196 650 275	15 691 653	180 958 622	225 265 692
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III)	423 633 805	137 342 323	286 291 482	327 596 749

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Fonds propres complémentaires	8 757 571	8 757 572
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	8 757 571	8 757 572
Fonds propres complémentaires	2 026	2 026
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	2 026	2 026
ÉCART DE RÉÉVALUATION		
Réserves des activités sous gestion propre	12 389 061	12 389 061
Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	46 027 760	42 162 822
RÉSERVES	58 416 821	54 551 883
Report à nouveau des activités sous gestion propre	25 235 311	28 250 969
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	(7 128 439)	-7 003 410
REPORT A NOUVEAU	18 106 872	21 247 559
Excédent ou déficit des activités sous gestion propre	(1 867 956)	619 512
Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	(8 769 114)	104 740
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	(10 637 069)	724 249
SITUATION NETTE	74 646 221	85 283 289
Subventions d'investissement	17 176 968	15 006 516
Provisions réglementées	1 186 628	1 186 628
FONDS PROPRES (I)	93 009 817	101 476 433
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	9 193 408	8 727 116
FONDS REPORTES ET DEDIES (II)	9 193 408	8 727 116
Provisions pour risques	1 472 388	1 220 934
Provisions pour charges	12 148 039	14 452 407
PROVISIONS (III)	13 620 427	15 673 341
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	69 993 470	85 748 608
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	4 300 178	4 634 524
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 507 553	44 511 047
Dettes fiscales et sociales	40 046 747	40 663 577
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 941 785	1 848 426
Autres dettes	8 590 942	7 909 914
Produits constatés d'avance	11 087 156	16 403 763
DETTES (IV)	170 467 831	201 719 859
Ecarts de conversion et différences d'évaluation passif		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	286 291 482	327 596 749

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Cotisations	525	1 222
Ventes de biens (dont ventes de dons en nature)		
- ESSMS	28 896	81 608
- Autres activités	2 556	2 266
Ventes de prestations de services (dont parrainages)		
- ESSMS	4 191 395	3 252 912
- Autres activités	127 057 903	125 633 667
Produits de tiers financeurs		
- Concours publics		
- ESSMS	208 376 975	204 512 170
- Autres activités		
- Subventions	146 365 197	147 737 257
Ressources liées à la générosité du public		
- Dons manuels		
- Mécénat		
- Legs, donations et assurances-vies		
- Contributions financières		
- ESSMS	2 357 616	2 046 014
- Autres activités		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	19 504 054	26 139 295
Produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	14 909	0
Utilisations des fonds dédiés		
- ESSMS	1 721 148	953 645
- Autres activités		
Autres produits	3 870 166	1 386 043
PRODUITS D'EXPLOITATION	513 491 338	511 746 099
Achats de marchandises		
Variation de stock (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)	509 654	624 058
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		
Aides financières		
Autres achats et charges externes	242 447 181	244 393 215
Impôts, taxes et versements assimilés	7 095 866	5 671 379
Salaires	163 423 295	158 972 511
Cotisations sociales	69 768 555	68 458 639
DOTATIONS D'EXPLOITATION		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements et aux dépréciations	10 667 794	9 892 124
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	9 777 262	10 368 196
Dotations aux provisions	7 858 221	8 200 305
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Report en Fonds dédiés :		
- ESSMS	2 695 810	1 497 120
- Autres activités		
Autres charges	7 431 396,53	6 637 272
CHARGES D'EXPLOITATION	522 089 209	514 714 819
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	(8 597 871)	(2 968 720)
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	3 273	585
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 222 080	3 242 672
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	274 142	
PRODUITS FINANCIERS	1 499 496	3 243 257
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	2 522 631	2 272 651
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilière de placement et d'instruments de Trésorerie		
CHARGES FINANCIERES	2 522 631	2 272 651
RESULTAT FINANCIER (II)	(1 023 136)	970 606
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	(9 621 006)	(1 998 114)

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Produits exceptionnels	889 094	8 034 957
Charges exceptionnelles	1 679 182	4 817 594
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)	-790 087	3 217 363
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	225 976	495 000
TOTAL DES PRODUITS	515 879 928	523 024 313
TOTAL DES CHARGES	526 516 998	522 300 064
EXCEDENT OU PERTE (I+II+III)	-10 637 069	724 249
- ESSMS	-8 769 114	104 740
-Autres acitivtés	-1 867 956	619 512
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexes

Coallia exerce aujourd'hui une mission d'intérêt général confiée par l'Etat et les collectivités territoriales qui s'inscrit dans le cadre de l'action sociale et médico-sociale.

Coallia est une association fondée en 1962 par Stéphane Hessel qui souhaitait faciliter le retour au pays des travailleurs migrants africains et malgaches, en leur offrant une formation qualifiante. Au fur et à mesure, l'association Coallia a diversifié son action et a élargi son champ d'intervention en s'engageant dans l'accueil et l'hébergement social, l'accompagnement socio-éducatif et l'insertion à l'égard de personnes fragilisées du fait de leur situation sociale ou économique, de leur âge ou encore d'une situation de handicap, notamment des populations immigrées et réfugiées, des personnes en difficulté ou exclues, des personnes en situation de handicap et des personnes âgées.

Depuis 1992, Coallia propose des établissements médico-sociaux. Ses établissements et services, accueillent et accompagnent les personnes âgées dépendantes ou autonomes et les personnes en situation de handicap.

Aujourd'hui, Coallia regroupe plus de 5 000 salariés qui interviennent dans sept champs d'activité, l'asile et intégration, le logement accompagné, la mise à l'abri urgence et insertion, grand âge et autonomie, handicaps et inclusion, la protection de l'enfance et l'accompagnements sociaux avec 76 modes d'intervention qui regroupent un millier de dispositifs (établissements et services).

Ces dispositifs sont répartis dans 52 départements et 13 régions (France métropolitaine et département de Mayotte).

Chaque jour, Coallia c'est + de 100 000 personnes accueillies, hébergées, logées, accompagnées et soignées :

- + de 60 000 personnes accompagnées.
- + de 20 000 personnes hébergées dans nos structures d'urgence.
- + de 20 000 personnes logées dans nos résidences sociales.
- + de 900 personnes en situation de handicap au sein de nos établissements et services médico-sociaux.
- + de 1 000 personnes âgées accompagnées au sein de nos établissements et services médico-sociaux.
- + de 1 200 mineurs non accompagnés accueillis dans nos structures.

1. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été élaborés et présentés conformément :

- aux principes du plan comptable général, règlement ANC 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables ainsi que les modifications introduites par les règlements ultérieurs,
- au règlement ANC 2018-06 pour les règles spécifiques aux associations,
- au règlement ANC 2019-04 pour les règles spécifiques aux activités médico-sociales,
- au règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et Règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023.

Ils ont été établis dans le respect du principe de prudence, de l'indépendance des exercices, à l'exception du référentiel comptable lié à l'introduction du nouveau règlement comptable et en présumant la continuité de l'exploitation.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les provisions comptabilisées dans les comptes annuels arrêtés ci-dessus ont uniquement vocation à prévenir un risque éventuel.

Elles ne sont nullement une reconnaissance ou une acceptation du litige provisionné.

En application de l'article "410-2" du règlement ANC 2018-06, l'association n'a pas retenu la présentation de certaines rubriques du bilan et du compte de résultat car elle n'est pas concernée par certaines opérations spécifiques, il s'agit des rubriques suivantes :

- A l'actif, les donations temporaires d'usufruit, les biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés, les créances reçues par legs ou donations,
- Au passif, les fonds propres statutaires, les fonds propres consommables, les dettes des legs ou donations,
- Au compte de résultat, les versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable, les aides financières.

Il est à noter que l'ensemble des dispositions du règlement ANC 2019-04 ont été bien appliquées.

Présentation du Résultat Effectif Global selon l'article 153-2 :

Eléments	31/12/2025	31/12/2024
Résultat comptable	-10 637 069	724 249
Reprise des résultats antérieurs (ESSMS)		
Activités accompagnements sociaux	304 112	
Activités Asile et intégration	4 792 908	
Activités Grand âge et autonomies	99 221	
Activités Handicaps et inclusion	949 032	
Activités Logement accompagnement	266 794	
Activités Mise à l'abri, urgences et insertion	507 576	
Activités protection de l'enfance	63 922	
Résultat Effectif Global	914 687	724 249
<i>dont résultat effectif sous gestion propre</i>	6 732 779	619 512
<i>dont résultat effectif sous gestion contrôlée</i>	-5 818 092	104 740
Résultat sous contrôle de tiers financeurs n'ayant pas fait l'objet d'une notification d'affectation (report à nouveau)	- 3 295 051	-4 325 853

Les règles de présentation des comptes annuels ont également les caractéristiques suivantes :

- Les reprises de subvention d'investissement au compte de résultat sont constatées en produits d'exploitation sur la ligne « subvention d'exploitation ». Ces subventions constituent un mode de financement courant des activités.
- Les décisions des autorités de tarification qui s'imposent aux établissements financés peuvent s'écarter des règles comptables retenues par l'association. L'impact sur les comptes n'étant pas significatif, aucun retraitement n'est effectué pour l'établissement des comptes annuels.
- Les dotations et reprises de provision pour impôt sont présentées dans la rubrique « Impôt sur les bénéfices » du compte de résultat, celles-ci n'étant considérées ne relevant ni de l'exploitation, ni de l'exceptionnel.
- Par dérogation aux principes comptables, le résultat des contrats pluriannuels n'est constaté qu'au terme du contrat pour les actions jusqu'à fin 2022 (cf. point 5.3)

Les concours publics indiqués au Compte de Résultat ont été réaffectés en totalité en ESSMS.

1.1 Changement de réglementation comptable :

L'exercice constitue le premier exercice d'application obligatoire du règlement ANC n° 2022-06 et ANC 2023-03. Cette application constitue un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du Plan comptable général. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers.

Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement. Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements ont été opérés dans la colonne comparative du 31 décembre 2024, pour respecter le nouveau format des états financiers.

1.2 Changement de présentation comptable :

Les comptes annuels clos le 31/12/2025 sont établis et présentés selon le nouveau modèle d'états financiers définis par le règlement comptable ANC 2022-06 et de l'ANC 2023-03.

Des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes du bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers. Dans la colonne comparative :

- les immobilisations incorporelles en cours sont regroupées avec les avances et acomptes,
- la ligne « Charges constatées d'avance » est remontée entre la rubrique des « Créances » et celle des « Valeurs mobilières de placement » ;
- les transferts de charges d'exploitation sont présentés dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » ;
- les charges et produits exceptionnels sont regroupés sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».

1.3 Incidences du changement de méthodes comptables :

a) Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel :

À compter du 1er janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du PCG, le résultat exceptionnel comprend :

- les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement ;
- les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires ;
- les changements de méthodes comptables comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en capitaux propres est exclu en raison de dispositions fiscales ;
- les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les capitaux propres.

Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel. Les principales incidences sont détaillées ci-après :

- Cessions et mises au rebut d'immobilisations incorporelles et corporelles :

Au 31 décembre 2025, les cessions et mises au rebut d'immobilisation incorporelles et corporelles, lorsqu'elles ne sont pas directement liées à un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation.

Les produits de ces cessions figurent au poste 'Produits des cessions d'immobilisation incorporelles et corporelles' pour un montant 14 909€ et les valeurs nettes comptables des immobilisations au poste 'Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées' pour un 414 174 €.

Au 31 décembre 2024, les cessions et mises au rebut d'immobilisation sont enregistrées dans le résultat exceptionnel. Les produits de cession figurent en 'Produits exceptionnels' pour 2 014 884 € et les valeurs nettes comptables des immobilisations en 'Charges exceptionnelles' pour 1 321 432 €.

b) Impact de la suppression de la technique des transferts de charges :

La suppression de la technique des transferts de charge entraîne le classement d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées dans le poste 'Reprises sur amortissements, dépréciation et provisions et transferts de charges' dans d'autres postes de charges ou de produits. Les principales incidences sont détaillées ci-après :

Au 31 décembre 2024, les 'transferts de charges' inscrits parmi les produits d'exploitation s'élèvent à 2 705 407,90 € liés à des charges de personnel.

Rubriques compte de résultat impactées	2025	2024 Proforma des rubriques concernées	Rubriques 2024
Produits d'exploitation impactés :	-1 484 634	-4 217 085	-2 952 907
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges			-2 952 907
Produits des cessions des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	-14 909	-2 014 883	
Autres produits	-1 469 725	-2 202 202	
Charges d'exploitation impactées :	-313 128	413 463	0
Autres achats et charges externes			
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	414 173	1 321 432	
Autres charges			
Taxes d'habitation	-22 820	-157 264	
Cotisations sociales	-704 481	-750 705	
Résultat d'exploitation impacté	-1 797 762	-3 803 622	-2 952 907
Produits exceptionnels impactés :	0	0	-2 172 147
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			-157 264
Produits exceptionnels sur opérations en capital			-2 014 883
Charges exceptionnelles impactées :	0	0	1 321 432
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			1 321 432
Résultat exceptionnel impacté	0	0	-850 715
Résultat global impacté	-1 797 762	-3 803 622	-3 803 622

Comptes annuels 2024 :

Conformément à l'article 27 du règlement ANC 2022-06, et en lien avec la note annexe « Règles, principes et méthodes comptables » présentée ci-avant, les comptes 2024 (bilan actif, bilan passif et compte de résultat) tels qu'arrêtés par le conseil d'administration, approuvés par l'assemblée générale, et certifiés par le commissaire aux comptes sont joints.

Bilan Actif

BILAN ACTIF (en euros)	Montant brut	Amort. Déprec.	31/12/2024	31/12/2023
Frais d'établissement	134 076	122 057	12 019	34 602
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
Logiciels, droits et valeurs similaires	3 440 536	3 320 567	119 969	216 580
Fonds commercial	391 673	0	391 673	391 673
Autres immobilisations incorporelles	31 854	12 287	19 567	21 091
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 998 139	3 454 911	543 228	663 946
Terrains	7 243 005	0	7 243 005	7 001 107
Constructions	113 118 991	57 996 815	55 122 176	57 483 744
Installations techniques, matériel et outillage industriels	16 600 429	9 593 193	7 007 236	6 303 936
Autres immobilisations corporelles	58 403 623	37 821 431	20 582 192	19 239 994
Immobilisations corporelles en cours	1 461 787	0	1 461 787	1 918 642
Avances et acomptes	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	196 827 835	105 411 439	91 416 396	91 947 423
Participations	10 264 337	4 442 816	5 821 521	5 821 521
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	60 800	0	60 800	60 800
Prêts	164 300	0	164 300	164 300
Autres immobilisations financières	4 428 005	103 192	4 324 813	3 772 145
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	14 917 442	4 546 008	10 371 434	9 818 766
ACTIF IMMOBILISE (I)	215 743 416	113 412 358	102 331 058	102 430 135
Matières premières et autres approvisionnements	0	0	0	0
En-cours de production de biens et services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
STOCKS ET EN-COURS	0	0	0	0
Avances, acomptes versés sur commandes	2 971 599	0	2 971 599	1 150 901
Créances usagers & comptes rattachés	59 238 822	10 592 774	48 646 048	41 033 547
Autres créances	23 021 158	3 389 040	19 632 118	15 102 714
CREANCES	85 231 579	13 981 814	71 249 765	57 287 162
Valeurs mobilières de placement	111 988 803	0	111 988 803	67 780 804
Disponibilités	41 308 905	0	41 308 905	63 003 877
TRESORERIE DISPONIBLE	153 297 708	0	153 297 708	130 784 681
Charges constatées d'avance	718 219	0	718 219	456 670
ACTIF CIRCULANT (II)	239 247 506	13 981 814	225 265 692	188 528 513
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	0	0	0	406 209
Primes de remboursement des emprunts (IV)	0	0	0	0
Écarts de conversion Actif (V)	0	0	0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	454 990 922	127 394 172	327 596 749	291 364 857

Bilan Passif

BILAN PASSIF (en euros)	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres complémentaires	8 757 572	8 757 572
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	8 757 572	8 757 572
Fonds propres complémentaires	2 026	2 026
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	2 026	2 026
ÉCART DE RÉÉVALUATION	0	0
Réserves des activités sous gestion propre	12 389 061	12 389 061
Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	42 162 822	35 856 397
RÉSERVES	54 551 883	48 245 458
Report à nouveau des activités sous gestion propre	28 250 969	26 613 920
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-7 003 410	-759 568
REPORT A NOUVEAU	21 247 559	25 854 352
Excédent ou déficit des activités sous gestion propre	619 512	4 003 717
Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	104 740	-2 304 082
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	724 249	1 699 635
SITUATION NETTE	85 283 289	84 559 042
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	15 006 516	16 213 698
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	1 186 628	1 186 628
FONDS PROPRES (I)	101 476 433	101 959 368
Fonds reportés	0	0
Fonds dédiés	8 727 116	8 180 123
FONDS REPORTES ET DEDIES (II)	8 727 116	8 180 123
Provisions pour risques	1 220 934	1 418 680
Provisions pour charges	14 452 407	17 027 023
PROVISIONS (III)	15 673 341	18 445 703
Emprunts obligataires et assimilés	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	85 748 608	49 389 528
Emprunts, dettes financières divers	4 634 524	10 040 116
DETTE FINANCIERES	90 383 132	59 429 644
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 511 047	36 001 275
Dettes fiscales et sociales	40 663 577	36 454 066
DETTE D'EXPLOITATION	85 174 624	72 455 341
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 848 426	1 652 249
Autres dettes	7 909 914	8 499 537
DETTE HORS EXPLOITATION	9 758 340	10 151 786
Produits constatés d'avance	16 403 763	20 742 892
DETTE (IV)	201 719 859	162 779 663
Écarts de conversion Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	327 596 749	291 364 857

Compte de résultat

(en euros)	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 222	525
Ventes de biens		
- ESSMS	81 608	4 638
- Autres activités	2 266	212 311
Ventes de prestations de services		
- ESSMS	3 252 912	4 111 688
- Autres activités	125 633 667	107 977 728
Production stockée		
- ESSMS	0	0
- Autres activités	0	0
Production immobilisée	0	0
Produits de tiers financeurs		
- Concours publics		
- ESSMS	204 512 170	192 205 937
- Autres activités	0	0
- Subventions d'exploitation	147 737 257	155 247 252
- Ressources liées à la générosité du public	0	0
- Contributions financières		
- ESSMS	2 046 014	1 212 880
- Autres activités	0	0
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges	26 139 295	21 300 556
Utilisations des fonds dédiés		
- ESSMS	953 645	1 436 148
- Autres activités	0	93 590
Autres produits	1 386 043	535 730
TOTAL I	511 746 099	484 338 982
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	0	185
Variation de stock	0	0
Achats matières premières, autres approvisionnements	624 058	1 052 505
Variations de stock de matières premières et approvisionnements	0	0
Autres achats et charges externes	244 393 215	230 650 118
Impôts, taxes et versements assimilés	5 671 379	6 974 379
Salaires et traitements	158 972 511	145 814 457
Charges sociales	68 458 639	62 363 227
Dotations aux amortissements et dépréciations		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	9 892 124	9 340 456
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	0	0
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	10 368 196	11 639 717
Dotations aux provisions	8 200 305	10 622 780
Utilisations des fonds dédiés		
- ESSMS	1 497 120	976 143
- Autres activités	0	0
Autres charges	6 637 272	6 099 550
TOTAL II	514 714 819	485 533 517
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	-2 968 720	-1 194 535

Compte de résultat (suite)

(en euros)	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	585	752
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	3 242 672	1 664 948
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	0	1 002
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	0	262 932
TOTAL III	3 243 257	1 929 634
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées	2 272 651	1 882 611
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
TOTAL IV	2 272 651	1 882 611
2. RÉSULTAT FINANCIER (III – IV)	970 606	47 023
3. RÉSULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	-1 998 114	-1 147 512
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	6 019 982	6 418 755
Sur opérations en capital	2 014 975	28 577
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	0	5 000
TOTAL V	8 034 957	6 452 332
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 317 363	1 966 513
Sur opérations en capital	1 321 432	1 599 270
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	2 178 799	26 899
TOTAL VI	4 817 594	3 592 682
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V – VI)	3 217 363	2 859 650
Participations des salariés (VII)	0	0
Impôts sur les sociétés (VIII)	495 000	12 503
Total des produits (I + III + V)	523 024 313	492 720 948
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	522 300 064	491 021 313
EXCÉDENT OU DÉFICIT	724 249	1 699 635
- ESSMS	104 740	-2 304 082
- Autres activités	619 512	4 003 717
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	0	0
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	0	0

2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ET ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

2.1 Faits marquants au titre de l'exercice 2025 : frais de siège

L'année 2025 a été marquée par plusieurs événements structurants pour l'Association Coallia, traduisant une dynamique de transformation engagée depuis plusieurs exercices.

Le Conseil d'administration a renforcé ses 5 comités permanents (comité d'audit, d'engagement, de la Loi 2002-2, des risques, des rémunérations) avec la création du comité des risques, en parallèle un directeur des risques est nommé début 2025.

En complément, l'association s'inscrit dans une démarche volontaire d'accompagnement au label IDEAS. Cet institut accompagne les organismes à but non lucratif dans le renforcement de leur gouvernance et de leur capacité d'action. Cette démarche volontaire repose sur un diagnostic indépendant, des chantiers d'amélioration ciblés sur 90 bonnes pratiques et une validation finale par un comité de pairs, offrant à Coallia un cadre pour poursuivre sa montée en exigence et en qualité.

L'Assemblée générale extraordinaire du 17 décembre 2025 a approuvé La fusion par voie d'absorption de l'association Coallia Solidaire par Coallia, fusion qui est devenue effective au 1er janvier 2026.

Le Projet d'entreprise associative (PEA) 2024-2029, qui porte la stratégie et balise le chemin à parcourir par l'Association, a vu en 2025 le temps 1 « les fondamentaux » réalisé. Ce temps 1 a permis de poser les bases du projet au travers de quatre programmes structurants : stratégie, modélisation, culture projet et rayonnement.

En janvier 2024, la Cour des comptes publiait un rapport à la suite d'un contrôle organique de Coallia effectué sur la période 2016-2021. La Cour prenait acte des efforts engagés par l'Association pour sortir de l'ornière où elle se trouvait en 2017, soulignant la capacité d'intervenir de Coallia et saluant le remaniement de sa gouvernance, de son organisation, ainsi que l'adossement à Batigère Habitats Solidaires. Reconnaisant le chemin parcouru, la Cour des comptes pointait aussi plusieurs pistes d'amélioration en formulant 9 recommandations. Ces dernières sont en cours de mise en œuvre par le Comité de direction, et scrupuleusement suivies par le Conseil d'administration.

Après une instruction en 2024-2025, la Direction régionale et interdépartementale de l'Hébergement et du Logement (DRHIL) a autorisé, en mai 2025, le nouveau taux de prélèvement des frais de siège à 5,95% sur la période 2025-2029 (Taux de 4,93 % précédemment).

L'Assemblée générale extraordinaire du 17 décembre 2025 a approuvé La fusion par voie d'absorption de l'association Coallia Solidaire par Coallia, fusion qui est devenue effective au 1er janvier 2026.

Les stratégies régionales (x4) et territoriales (x31) ont été élaborées afin de mieux connaître les territoires dans lesquels Coallia est implanté ou souhaite se développer (leurs spécificités, leurs dynamiques, présence d'autres associations, etc.) et projeter les stratégies des 7 champs d'activité (Asile et intégration, Logement accompagné, Mise à l'abri urgence et insertion, Grand âge et autonomie, Handicaps et inclusion, Protection de l'enfance, Accompagnements sociaux) dans chacun des territoires (en termes de consolidation et développement).

Le plan de redressement des établissements déficitaires est élaboré

Le processus de transformation des places Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile (HUDA) en Centre d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) est déclenché et va permettre de passer d'un système sous subventions annuel à un système sous autorisation pour 15 ans.

Les dispositifs dédiés à l'accueil des ressortissants Ukrainiens ferment progressivement.

2.2 Événements postérieurs à la clôture et perspectives 2026 :

La fusion par voie d'absorption de l'association Coallia Solidaire par Coallia, fusion est devenue effective au 1er janvier 2026.

La création d'une foncière dite « solidaire » est autorisée par le conseil d'administration du 15 avril 2026, l'objectif est de saisir des opportunités foncières sociales et de diversifier les financements en captant des fonds privés institutionnels.

Le temps 2 « le déploiement » du Projet d'entreprise associative (PEA) 2024-2029 est engagé : il vise concrètement à mettre en œuvre les orientations définies, à mobiliser les équipes autour des priorités établies et à inscrire durablement la dynamique du projet dans l'action collective.

3. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES D'ÉVALUATION DES POSTES DE L'ACTIF

3.1. Immobilisations incorporelles

Sont comptabilisés sous cette rubrique :

- les frais de 1^{er} établissement contenant pour la plus grande part les dépenses de mise en place des nouveaux établissements sociaux ;
- les charges de développement des systèmes informatiques de l'Association ;
- l'achat des logiciels informatiques utilisés dans l'Association ;
- les fonds commerciaux.

Nature des immobilisations	Durée
Frais d'établissement	5 ans
Frais de recherche et développement	3 ans
Logiciels	3 ans
Baux Emphytéotiques	Selon durée du bail

3.2. Immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée de ces biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Durée d'amortissement des composants :

COALLIA a mis en application au cours de l'année 2005, l'avis n°2004-11 du 23 juin 2004 du Conseil National de la Comptabilité relatif notamment aux modalités d'application de la comptabilisation par composant (résultant du règlement n°2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs, modifié par le règlement n°2003-07).

Les durées d'amortissement retenues ont été déterminées par rapport à l'analyse DQE de nos bâtiments et en fonction de l'utilisation qui en est faite. Deux catégories de bâtiments ont ainsi été identifiées auxquelles correspondent deux plans d'amortissement différents.

Classe	Catégorie d'immobilisation	%	Durées gestion autorisée	Durées Siège, HSA
2115001	Terrain			
2131501	Bâtiment structure 1	57,30	40	60
2131502	Bâtiment menuiserie 2	4,40	20	25
2131503	Bâtiment plomberie 3	17,60	20	22
2131504	Bâtiment électricité 4	8,40	20	25
2131505	Bâtiment ascenseur 5	1,50	20	20
2131506	Bâtiment étanchéité 6	1,70	12	18
2131507	Bâtiment façade 7	2,90	12	15
2131508	Bâtiment sol 8	2,20	20	20
2131509	Bâtiment peinture 9	4,00	6	10
2131510	Bâtiment complet 10		42	60

Autres immobilisations :

Nature des immobilisations	Durée
Installations et agencements	de 8 à 15 ans
Matériel et outillage	de 5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	de 3 à 10 ans

Conformément au principe comptable de prudence, lorsque la valeur nette comptable d'un bien est supérieure à sa valeur actuelle, une dépréciation est constatée. Au 31 décembre 2025, aucune dépréciation n'a été constatée.

3.3. Immobilisations financières

Les titres immobilisés ont été évalués au prix auquel ils ont été acquis, augmentés des frais engagés pour leur acquisition.

3.4. Créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale. Le détail des créances est présenté à l'annexe 5.

a) Activités Logement accompagné et intermédiation locative hors SOLIBAIL

Les créances sur résidents ont fait l'objet d'une analyse d'antériorité, d'un lettrage et ont fait l'objet d'une dépréciation selon un pourcentage croissant en fonction de leur statut et de leur ancienneté, soit :

- pour les résidents sortis : 100 % de dépréciation
- pour les résidents présents :
 - 100 % de la totalité des créances dès lors qu'une partie au moins est supérieure à un an
 - 50 % pour les créances dont l'ancienneté est comprise entre 6 mois et 1 an
 - 25 % pour les créances ayant entre 3 et 6 mois d'ancienneté.

Les dépréciations sont évaluées à 7 505 K€ à la clôture, soit une diminution 1 868 k€ par rapport à 2024.

Les pertes sont comptabilisées suivant la décision de la direction générale et après analyse des créances sur trois critères :

- Le montant de la créance (montant inférieur à 500 €),
- L'impossibilité d'une procédure contentieuse (insolvabilité, départ sans laisser d'adresse, décès etc...)
- L'avancement de la procédure contentieuse (terminé ou en cours).

Par ailleurs, dans une logique de rationalisation, il a été acté en 2021 du passage en pertes et profits selon les critères suivants :

- Toute créance ou dette supérieure à 5 ans n'a plus lieu d'être (application du principe de prescription).
- Les montants compris entre -100€ et 100 € pour les créances inférieures à 5 ans.
-

Pour l'intermédiation locative « SOLIBAIL », les pertes sont constatées en charges après accord du financeur.

b) Subventions publiques :

Cette rubrique recouvre

- a. les créances sur les subventions d'exploitation,
- b. les créances relatives aux subventions d'investissement comptabilisées pour leur valeur totale dès leur notification d'attribution, indépendamment des modalités de déblocage et de versement.

Les créances financeurs font l'objet à la clôture de l'exercice d'une provision dépréciation en fonction de l'ancienneté selon la règle suivante :

- Provision à 100 % du solde des créances financeurs supérieures à 4 ans.

Les dépréciations s'élèvent à 1 525 K€ au 31/12/2025.

c) Autres créances d'exploitation

Les autres créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

La dépréciation qui est comptabilisée pour 5 020 K€, concerne principalement les créances suivantes :

- Paies négative pour 873 K€
- Créance ADEF pour 360 K€
- Compte Courant pour 3 704 K€

d) Provisions pour Dépréciation de Créances des établissements médicaux-sociaux

Depuis l'exercice clos le 31 décembre 2024, l'Association a modifié la méthode de calcul de la provision pour dépréciation des créances financeurs, ainsi que le passage en perte et profits des créances résidents pour les établissements Médico-Sociaux.

Avant cet exercice, les provisions des créances des tiers financeurs étaient déterminées sur la base d'une analyse par résident, et le passage en perte et profits des créances des résidents sortis depuis plus de 5 ans.

Désormais, la méthode de calcul se fait par tiers financeur et non par résident. Cette méthode permet une appréciation plus fine et plus systématique du risque de non-recouvrement, conforme aux pratiques du secteur.

e) Provisions pour dépréciation du compte courant COALLIA SOLIDAIRE

Une provision pour dépréciation du compte courant de COALLIA SOLIDAIRE a été constituée pour couvrir le risque de non-recouvrement pour un montant de 3 704 K€.

3.5. Les valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition hors frais. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire communiquée par les établissements financiers teneurs de comptes est inférieure à la valeur comptable.

COALLIA n'a pas souscrit à des produits de placement complexe ou structuré.

4. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES D'ÉVALUATION DES FONDS PROPRES

4.1. Fonds propres

Les fonds propres *sans droit de reprise* de l'association COALLIA sont constitués essentiellement des apports initiaux et des fonds issus des fusions de différentes entités ou des reprises d'établissement.

4.2. Réserves réglementées des activités sous gestion contrôlées

Les réserves réglementées sont prévues par le code de l'action sociale et de la famille, l'instruction M22 et reprises dans l'avis du CNC 2007-05. Ces réserves sont constituées par affectation des excédents réalisés par les établissements et destinées à renforcer les fonds associatifs. Les conditions de reprise de ces réserves dépendent de leur nature. Elles doivent être restituées en cas de fermeture définitive de l'établissement. En cours d'activité, les reprises ne peuvent être constatées que lors de l'affectation du résultat décidée par l'autorité de tarification.

Les excédents destinés à la couverture du besoin en fonds de roulement, dits « réserve de trésorerie » sont destinés à assurer une trésorerie suffisante pour faire face aux décalages de règlement. Elle peut être reprise ou réaffectée au financement des investissements, si le besoin en fonds de roulement est déjà suffisamment couvert.

La réserve de compensation des déficits permet à un établissement de conserver les excédents réalisés. Les déficits futurs sont imputés sur cette réserve par décision des tiers financeurs.

La réserve de compensation des amortissements constate la partie d'un excédent affecté au financement d'immobilisations identifiées. Elle est reprise par l'affectation, en N+1, de la quote-part des amortissements des biens concernés.

Le compte de réserve « Excédents affectés à l'investissement » enregistre les affectations d'excédents réalisés par des établissements et affectés par le financeur au financement des investissements, l'objectif étant de renforcer le fonds de roulement d'investissement. Ces affectations ne ciblent pas des investissements particuliers. L'association a la charge financière des investissements réalisés. Ces sommes ne sont pas reprises en cours d'activité.

4.3. Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont prévues par le code de l'action sociale et de la famille, l'instruction M22 et reprises dans l'avis du CNC 2007-05. Ces provisions sont constituées à la demande ou avec l'accord du financeur. Les éventuelles reprises sont à la discrétion du financeur ou prévues dans la réglementation.

La provision destinée à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement est, en général, constituée lors de la création d'un établissement. Comme la réserve de trésorerie, elle peut être reprise ou réaffectée au financement des investissements, si le BFR est suffisamment couvert.

La provision « réserves des plus-values nettes d'actif » enregistre les plus-values sur cessions d'immobilisations, ce qui permet de renforcer le fonds de roulement d'investissement. Ce compte est repris en cas de moins-values.

Quand des excédents affectés aux investissements par les tiers financeurs sont assortis d'une demande reprise en résultat, ces montants sont comptabilisés :

- soit en fonds dédiés à l'investissement, si l'accord du financeur est obtenu avant la clôture ;
- soit en subventions d'investissement, si l'accord est obtenu après la clôture des comptes.

4.4. Subventions d'investissements

Ces subventions sont attribuées par des collectivités publiques et des instances européennes.

L'annexe (tableau n° 9) fournit une ventilation des subventions d'investissements en fonction de l'état d'avancement des opérations qu'elles financent :

- Subventions pour établissements en cours de réhabilitation
- Subventions pour sites en exploitation.

Elles sont comptabilisées dès leur attribution, sous réserve de l'absence de conditions résolutoires. Le suivi comptable des subventions, en fonction de l'avancement des projets, est assuré par l'utilisation d'un tableau de bord commun à tous les services concernés. Lors de la mise en service, la subvention est rattachée aux immobilisations ainsi financées afin de déterminer le montant à reprendre au compte de résultat, en tenant compte des différents composants, si nécessaire. Pour les établissements sociaux et médico-sociaux, les règles spécifiques, qui peuvent être imposées par les autorités de tarification, sont appliquées.

4.5. Résultats sous contrôle de tiers financeurs

Ce poste présente les résultats des exercices précédents soumis à l'approbation et à l'affectation par des tiers financeurs. Il s'agit :

- Des résultats en instance d'affectation, par le tiers financeur,
- Des résultats qui seront repris au cours d'un exercice ultérieur, conformément à la décision du tiers financeur.

Ce poste inclut également :

- Les dépenses refusées par les autorités de tarification et les dépenses qui ne leur sont pas opposables à la clôture de l'exercice
- Les crédits non reconductibles pour les indemnités de départ à la retraite non utilisés à la clôture de l'exercice

Sont concernés les établissements et services sociaux et médico-sociaux qui relèvent de la procédure budgétaire annuelle prévue dans le Code de l'action sociale et des familles.

Dans tous les cas dans l'attente du retour des financeurs, les résultats sont considérés comme n'étant pas acquis à l'association par prudence. Le risque de reversement d'un excédent n'étant qu'éventuel, aucune provision n'est constatée.

Les informations transmises aux financeurs sous forme de compte administratif sont issues des comptes de l'association.

4.6 Report à nouveau des activités sous gestion propre

Outre le report à nouveau résultant de l'affectation du résultat des activités de sa gestion propre, ce poste inclut :

- Les dépenses refusées par les tiers financeurs,
- Les excédents des activités subventionnées en attente

S'agissant des activités subventionnées :

- En l'absence de demande de financements complémentaires les reliquats négatifs sont considérés comme des pertes définitives des activités de la gestion propre, constatées en report à nouveau individualisé par établissement.
- S'agissant des reliquats positifs constatés à la clôture de l'exercice, s'il existe un indice de reversement de ce reliquat une provision pour risque de reversement est constituée à la clôture de l'exercice. A défaut, le résultat est constaté à la clôture de l'exercice puis comptabilisé au cours de l'exercice suivant dans un compte de report à nouveau temporaire des activités de la gestion propre, identifié par établissement et par millésime.

Par la suite, dès la survenance d'un indice de reversement une provision pour risque est constatée au cours de l'exercice de cet événement.

En l'absence de tout reversement au 31 décembre du 3^{ème} exercice suivant la réalisation du reliquat positif, celui-ci est définitivement constaté dans le compte report à nouveau des activités de la gestion propre, individualisé par établissement.

Aucune provision pour risque de reversement n'est constatée à ce titre à la clôture de l'exercice.

A la clôture de l'exercice, les reliquats positifs en attente de traitement s'élèvent par échéance à :

- 31 décembre 2026 (Subventions excédentaires de 2023) : 15 557 462 €
- 31 décembre 2027 (Subventions excédentaires de 2024) : 13 252 623 €

Les informations transmises aux financeurs sous forme de compte rendu financier sont issues des comptes de l'association.

4.7 Résultats de l'exercice

Le résultat comptable de l'exercice est composite et présenté sur deux lignes :

- Résultat COALLIA qui regroupe le résultat des activités définitivement acquis à COALLIA, activités en gestion propre, et le résultat des activités subventionnées
- Résultat de l'exercice des établissements autorisés qui doivent respecter les dispositions budgétaires du code de l'action sociale et des familles.

5. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES D'ÉVALUATION DES AUTRES POSTES DU PASSIF

5.1 La provision pour engagements de retraite et médaille du travail

Les engagements sont valorisés comme les années antérieures de façon partielle, avec les hypothèses suivantes :

Hypothèses indemnités de départ à la retraite et médaille du travail	IFC	MDT	Rappel 2024
Le taux d'actualisation	3,80%	3,80%	3,40%
Taux d'inflation attendu sur le long terme	2,00%	2,00%	2,00%
Taux de revalorisation des gratifications d'ancienneté	1,50%	1,50%	1,50%

Taux d'augmentation des salaires	3,00%	3,00%	3,00%
Départ à l'initiative du salarié	X	X	X
Taux des charges patronales cadre	52,50%	52,50%	52,10%
Taux des charges patronales non cadre à	41,50%	41,50%	42,00%
Turn over (moyenne des tables par tranche d'âge)			7,81%
Table de mortalité INSEE	2019-2021	2019-2021	2018-2020
Age de départ à la retraite cadre	67 ans	67 ans	67 ans
Age de départ à la retraite cadre si né avant 01/01/1970	64 ans	64 ans	64 ans
Age de départ à la retraite non cadre	65 ans	65 ans	65 ans
Age de départ à la retraite non cadre si né avant le 01/01/1970	62 ans	62 ans	62 ans
Ancienneté nécessaire pour le versement de la prime	20 ans	20 ans	20 ans

*Le taux de turn-over moyen par tranche d'âge a été calculé à partir du rapport de l'actuaire selon la table figurant à la page 5 du rapport.

Compte tenu de ces hypothèses, la totalité des engagements, en valeur brute s'élève à :

	IFC	MDT
Totalité des engagements		
HSA- SIEGE-FORMATION et activités subventionnées	4 352 832	105 876
HEBERGEMENT SOCIAL- MEDICO SOCIAL	7 287 772	359 843
Total 2025 COALLIA	11 640 604	465 719

La provision est déterminée en tenant compte d'un étalement des variations des hypothèses actuarielles sur la durée moyenne probable de présence des salariés avant leur départ à la retraite : méthode du corridor.

La provision n'est pas comptabilisée pour les activités hébergement social - médico-sociales, en gestion contrôlée. Cette dépense opposable aux financeurs est financée l'année du départ à la retraite. Le montant non provisionné s'élève à 4 861 K€. Les versements d'avance qui ont pu être accordés sont comptabilisés en fonds dédiés.

Les montants comptabilisés en provisions s'élèvent à :

	IFC	MDT
HSA - SIEGE – FORMATION, activités subventionnées	4 167 765	105 876
Activités hébergement social - médico-sociales, gestion autorisée Financements obtenus (en fonds dédiés)	1 361 384	359 843

Synthèse Indemnités de fin de carrière :

Au 31 décembre 2025	Engagement comptabilisé	Engagement non comptabilisé (ESMS)	Engagement Total
Valeur des engagements	6 446 840	5 193 767	11 640 604
Pertes et gains actuariels restant à amortir	917 688	332 691	1 250 379
Engagement à comptabiliser	5 529 152	4 861 076	10 390 225

5.2. Fonds dédiés

Les sommes inscrites en fonds dédiés portent sur la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pu être engagée à la clôture de l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard, ou à des dons et legs reçus. Sont concernées, en particulier :

- Les subventions et les crédits non reconductibles attribués, soit pour des actions qui n'ont été que partiellement mises en œuvre, soit pour de nouvelles activités.
Les fonds dédiés de plus de 2 ans concernent des projets toujours en cours et s'élèvent à 2 207 K€, à la clôture de l'exercice.
- Les contributions financières affectées à des investissements, généralement en provenance de caisses de retraite, les crédits non reconductibles attribués par les autorités de tarification, au budget ou par décision modificative, au financement d'immobilisations. Ils peuvent être également affectés, lors d'une sous-consommation des dotations aux amortissements quand d'importants projets d'investissements sont prévus. Ils sont repris au compte de résultat au rythme des dotations aux amortissements des biens financés par ces crédits.

5.3. Produits Constatés d'Avance (PCA)

Au 31 décembre 2024, la totalité des PCA au titre des marchés pluriannuels SPADA précédemment comptabilisée pour 5,0 M€ était extournée.

A la clôture 2025, les PCA correspondent majoritairement à l'activité de médiation sociale.

6. AUTRES INFORMATIONS

6.1. Rémunération des Dirigeants

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relatif au volontariat associatif et à l'engagement associatif, nous portons à connaissance l'information suivante :

- Les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature s'élèvent pour l'exercice 2025 à 376 K€.

6.2. Rémunération des Commissaires aux Comptes

Conformément à l'article R.123-198-9° du code du commerce :

Honoraires des commissaires aux comptes	
	PKF
Honoraires afférents à la certification des comptes	343 000 €
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	0 €
Total	343 000 €

6.3. Effectifs salariés

Evolution des ETP Moyen				Evolution des effectifs au 31 décembre			
Activités	2023	2024	2025	Activités	2023	2024	2025
Fonctions Support	246	279	329	Fonctions Support	269	305	314
HS	2 245	2 300	2 346	HS	2 518	2 415	2 383
HSA	528	536	551	HSA	540	552	546
Médico-Social	1 265	1 379	1 321	Médico-Social	1 399	1 573	1 624
Prom Soc-Acc Soc	305	305	314	Prom Soc-Acc Soc	312	313	314
Total Général	4 588	4 799	4 861		5 038	5 158	5 181

6.4. Contributions Volontaires en Nature

Le montant des contributions volontaires en nature est nul sur l'exercice 2025.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	3 864 063		3 198 894
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 864 063		3 198 894
Terrains	7 243 005		26 523
Constructions sur sol propre	110 753 696		299 921
Constructions sur sol d'autrui	2 173 013		34 029
Const. Install. générales, agenc., aménag.	192 282		166 923
Install. techniques, matériel et outillage ind.	16 600 429		2 370 402
Installations générales, agenc., aménag.	30 429 875		2 160 484
Matériel de transport	1 865 937		593
Matériel de bureau, informatique, mobilier	26 107 811		3 372 274
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	1 461 787		1 649 514
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	196 827 835		10 080 663
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	10 325 137		
Autres titres immobilisés	85 506		2 003 272
Prêts et autres immobilisations financières	4 506 800		1 081 540
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	14 917 442		3 084 812
TOTAL GENERAL	215 609 340		16 364 369

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires			7 062 956	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			7 062 956	
Terrains	-137		7 269 665	
Constructions sur sol propre	-48 164		111 101 781	
Constructions sur sol d'autrui			2 207 042	
Constructions, installations générales, agenc.			359 205	
Installations techn.,matériel et outillages ind.	-9 325	1 430 883	17 549 273	
Installations générales, agencements divers	-366 535	951	32 955 943	
Matériel de transport	619	62 446	1 803 465	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	-307 186	1 349 375	28 437 896	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	730 728		2 380 573	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 843 656	204 064 843	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			10 325 137	
Autres titres immobilisés		2 000 000	88 778	
Prêts et autres immobilisations financières		280 600	5 307 740	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		2 280 600	15 721 654	
TOTAL GENERAL		5 124 256	226 849 453	

Rubriques				Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				122 057	5 828		127 885
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles				3 332 854	447 374	-1	3 780 229
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				3 454 911	453 202	-1	3 908 113
Terrains							
Constructions sur sol propre				56 238 166	2 933 066		59 171 233
Constructions sur sol d'autrui				1 745 270	35 048		1 780 317
Constructions installations générales,agenc.,aménagement.				13 379	25 132		38 511
Installations techniques, matériel et outillage industriels				9 593 193	1 936 485	1 164 116	10 365 563
Installations générales, agenc. et aménag. divers				19 749 301	2 366 060	54	22 115 307
Matériel de transport				1 263 280	210 142	57 686	1 415 736
Matériel de bureau et informatique, mobilier				16 808 849	2 708 657	1 207 624	18 309 882
Emballages récupérables, divers							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				105 411 437	10 214 590	2 429 479	113 196 548
TOTAL GENERAL				108 866 348	10 667 791	2 429 478	117 104 662
VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains Construct. - sol propre - sol autrui - installations Install. Tech. Install. Gén. Mat. Transp. Mat bureau Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions pour Trésorerie	225 595			225 595
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Provisions sur plus-values de cession d'actif	961 033			961 033
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 186 628			1 186 628
Provisions pour litiges contentieux et autres	1 220 934	480 971	229 517	1 472 388
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour indemnités de fin de carrière	5 438 156	5 529 149	5 438 156	5 529 149
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer	9 014 251	1 848 101	4 243 462	6 618 890
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	15 673 341	7 858 221	9 911 135	13 620 427
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	4 442 816			4 442 816
Dépréciations immobilis. financières	103 192			103 192
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations créances sur usagers	10 592 774	9 671 260	9 592 919	10 671 115
Autres créances	3 389 040	1 631 499		5 020 539
DEPRECIATIONS	18 527 822	11 302 759	9 592 919	20 237 661
TOTAL GENERAL	35 387 790	19 160 980	19 504 054	35 044 716

ETAT DES CREANCES		Montant brut	1 an au plus	plus d'un an	
Créances rattachées à des participations		60 800		60 800	
Prêts		164 300		164 300	
Autres immobilisations financières		5 232 217		5 232 217	
ACTIF IMMOBILISE		5 457 317		5 457 317	
Avances et acomptes versés		1 526 069	1 526 069		
Clients douteux ou litigieux		5 936 183	5 936 183		
Autres créances clients		55 788 101	55 788 101		
Personnel et comptes rattachés		1 878 070	1 878 070		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux		655 527	655 527		
Etat, autres collectivités : créances sur subventions		3 442 223	3 442 223		
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée		10 812 946	10 812 946		
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés		9 484	9 484		
Etat, autres collectivités : créances diverses		1 677 967	1 677 967		
Groupe et associés		5 402 920		5 402 920	
Débiteurs divers		1 349 432	1 349 432		
Charges constatées d'avance		838 099	838 099		
ACTIF CIRCULANT		89 317 022	83 914 102	5 402 920	
TOTAL GENERAL		94 774 339	83 914 102	10 860 237	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice					
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice					
Prêts et avances consentis aux associés					
ETAT DES DETTES		Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit		69 993 470	33 792 241	8 506 721	27 694 709
Emprunts et dettes financières divers		4 300 178	4 300 178		
Fournisseurs et comptes rattachés		34 507 553	34 507 553		
Personnel et comptes rattachés		14 694 472	14 694 472		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		20 969 123	20 969 123		
Etat : impôt sur les bénéfices		225 010	225 010		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée		274 539	274 539		
Etat : obligations cautionnées					
Etat : autres impôts, taxes et assimilés		3 883 604	3 883 604		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 941 785	1 941 785		
Groupe et associés					
Créditeurs divers, et comptes rattachés		8 590 942	8 590 942		
Produits constatés d'avance		11 087 156	11 087 156		
TOTAL GENERAL		170 467 831	134 266 603	8 506 721	27 694 709

NATURE	Montant brut	Dépréciation	Montant net
AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS	1 526 069		1 526 069
Clients Logement accompagné	14 966 922	8 421 147	6 545 775
Clients secteur formation	3 206		3 206
Clients secteur social	33 599 381	1 059 296	32 540 084
Clients secteur médico-social	11 590 348	973 664	10 616 684
Clients divers	1 564 427	217 007	1 347 420
Clients Groupe		0	
Dailly sur conventions DGF d'exploitation	0	0	0
CRÉANCES USAGERS & COMPTES RATTACHÉS	61 724 285	10 671 115	51 053 170
Personnel : avances, acomptes, et sommes à recouvrer	1 904 127	873 218	1 030 908
Organismes sociaux : IJSS, IJ prévoyance, et autres à recouvrer	629 471		629 471
Subventions d'investissement & équipement hors ACSE	3 442 223		3 442 223
Impôt sur les sociétés, taxe d'apprentissage État, CVAE CET et TP	1 687 451		1 687 451
Impôt différé État, TVA	10 812 946		10 812 946
Entités du Groupe Coallia, comptes courants débiteurs	5 402 920	3 704 295	1 698 624
Entités du Groupe Coallia, avoirs à recevoir Débiteurs, suite à reprises d'activité			
Aides à recevoir sur les contrats aidés	3 252		3 252
Organismes de formation, remboursements à recevoir Tickets restaurant			
Autres débiteurs	1 346 180	443 025	903 154
Charges constatées d'avance	838 099		838 099
AUTRES CRÉANCES et CCA	26 066 668	5 020 539	21 046 130
TOTAL	89 317 022	15 691 653	73 625 368

NATURE	Montant Brut	Dépréciation	Montant net
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	79 526 318		79 526 318
Comptes à Terme	57 855 765		57 855 765
Comptes sur Livrets	21 670 552		21 670 552
DISPONIBILITES BANCAIRES	27 816 692		27 816 692
Comptes ordinaires	27 438 140		27 438 140
Caisses	268 348		268 348
Autres comptes	110 205		110 205
TOTAL	107 343 010		107 343 010

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du Résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Fin d' Exercice
Fonds propres sans droit de reprise	8 757 571				8 757 571
Valeur d'apport de fusion	8 681 347				8 681 347
Dons et legs	76 225				76 225
Prime de fusion					
Fonds propres avec droit de reprise	2 026				2 026
Ecart de réévaluation					
Réserves activités sous gestion propre	12 389 061				12 389 061
Réserves activités sous gestion contrôlée	42 162 822		11 228 589	-7 363 651	46 027 760
Réserves de trésorerie	1 548 866		15 095	-3 244	1 560 718
Réserves de compensation	21 621 311		4 634 138	-3 022 839	23 232 609
Excédents affectés à l'investissement	18 992 645		6 579 356	-4 337 569	21 234 433
Report à nouveau activités sous gestion propre	28 250 969	619 512	39 570 566	-43 205 736	25 235 311
Report à nouveau acquis	-34 179 295	4 945 365	9 902 215	-23 326 642	-42 658 358
Report à nouveau	-34 000 855	4 945 365	9 902 215	-23 326 642	-42 479 918
Dépenses refusées par les financeurs	-511 954				-511 954
Excédent Raisonnable ss/ activités	333 514				333 514
Report à nouveau en attente	62 430 264	-4 325 853	29 668 351	-19 879 094	67 893 669
Excédents activités subventionnées en attente	62 430 264	-4 325 853	29 668 351	-19 879 094	67 893 669
Report à nouveau activités s/s gestion contrôlée	-7 003 411		86 978 156	-87 207 925	-7 128 439
Excédents affectés aux mesures d'exploitation	5 184 493		1 866 296	-539 430	6 511 360
Déficits sociaux à reporter	-21 134 562		20 337 334	-23 644 515	-24 441 743
Excédents sociaux à reporter	19 961 144	104 740	62 756 476	-60 040 720	22 781 640
Dépenses refusées par autorité de tarif.	-4 877 499		371 629	-839 165	-5 345 036
Dépenses non opposables	-6 556 907		1 646 420	-2 144 095	-7 054 582
Crédits non reconductibles pour IDR	419 921				419 921
Résultat activités sous gestion propre	619 512	-619 512	1 458 751	-3 326 707	-1 867 956
dont résultat acquis	4 945 365	-4 945 365	1 458 751		1 458 751
dont résultat en attente	-4 325 853	4 325 853		-3 326 707	-3 326 707
Résultat activités sous gestion contrôlée	104 740	-104 740	-8 769 114		-8 769 114
SITUATION NETTE	85 283 291		130 466 949	-141 104 019	74 646 221
Subventions d'investissement	15 006 516		9 766 121	-7 595 669	17 176 968
Subventions pour sites en exploitation					
Subventions pour sites en cours de réhabilitation	15 006 516		9 766 121	-7 595 669	17 176 968
Provisions réglementées	1 186 628				1 186 628
Provisions réglementaires / trésorerie	225 595				225 595
Provisions réglementaires / Plus-values actifs	961 033				961 033
TOTAL	101 476 435		140 233 070	-148 699 688	93 009 817

NATURE	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisses d'allocation familiales	Autres	TOTAL
Subventions d'investissement		713 615	62 843		134 709	911 167
Concours publics (ESSMS)		56 039 495	107 948 700		44 388 780	208 376 975
Subventions d'exploitation	3 364 915	132 645 206	7 564 358		1 879 552	145 454 030
TOTAL	3 364 915	189 398 316	115 575 900		46 403 041	354 742 172

Nature	A l'ouverture de l'exercice			Report	Versement des fonds sur l'exercice	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
	Début d'exercice	Retraitement	A engager au début d'exercice			Montant Global	Dont Remb.		Montant Global	Projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
S/TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	415 117		415 117			-415 117				
Fonds dédiés activité hébergement	415 117		415 117			-415 117				
S/Total contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS	8 306 842		8 306 842		3 163 278	(1 304 848)	(1 015 672)	2 059 809	9 149 600	2 207 690
Fonds dédiés à l'investissement	4 907 729		4 907 729		1 786 164	-415 986	-317 777		5 960 130	1 529 166
<i>Dont Autorités de Tarification</i>	3 787 326		3 787 236		1 786 164	-336 588	-317 777		4 919 035	2 621 010
<i>Dont Caisse de Retraite : immobilier</i>	1 058 915		1 058 915			-58 021			1 000 894	
<i>Dont Caisse de Retraite : mobilier</i>	61 578		61 578			-21 377			40 201	
Fond dédiés à l'exploitation (CNR)	3 399 113		3 399 113		1 377 114	-888 862	-697 895		3 189 470	678 524
<i>Dont projets définis logement accompagné</i>	841 146		841 146		465 702	-744 371	-29 321		533 156	515 726
<i>Dont projets définis secteur handicap</i>	1 168 045		1 168 045		693 543	-91 511			1 770 077	418 984
<i>Dont projets définis secteur personnes âgées</i>	1 389 922		1 389 922		217 869	-52 980	-668 574		886 237	370 852
S/Total contributions financières d'autres organismes										
S/Total liées à la générosité du public										

Nature	Valeur Brute début d'exercice	Augmentation	Diminution	Reclassement	Valeur Brute fin d'exercice	Dont Dettes garanties
Emprunts auprès des organismes bancaires, dont la caisse des dépôts	41 465 287	896 620	2 816 853		39 545 055	39 545 055
Préfinancement établissements de crédit						
Concours bancaires courants	43 844 741		13 749 857		30 094 884	
Dettes rattachées (ICNE)	438 580	353 531	438 580		353 531	353 531
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	85 748 609	1 250 151	17 005 289		69 993 470	39 898 586
Emprunts auprès d'organismes non bancaires						
Préfinancement autres établissements						
Cautions versées par les usagers	4 634 524		334 346		4 300 178	
Dettes rattachées (ICNE)						
Autres emprunts et dettes financières	4 634 524		334 346		4 300 178	
TOTAL	90 383 132	1 250 151	17 339 635		74 293 648	

COMPTES DE REGUL ACTIF	Montant
Usagers	6 703 779
Créances Usagers	6 703 779
Fournisseurs, avoirs à recevoir	407 811
Personnel, produits à recevoir	
Organismes sociaux, produits à recevoir	632 723
Etat, Impôts et taxes, , produits à recevoir	
Entités du Groupe, produits à recevoir	1 263 146
Débiteurs divers, produits à recevoir	27 131
Charges Constatées d'Avance	838 099
Autres Créances	3 168 911
Valeurs mobilières de placement, produits à recevoir	
Banques, Produits à recevoir	
Trésorerie	
TOTAL	9 872 690
COMPTES DE REGUL PASSIF	Montant
Emprunts, intérêts courus et non échus	353 531
Banques, charges à payer	
Entités du groupe COALLIA, charges à payer	
Dettes Financières	353 531
Fournisseurs d'exploitation, charges à payer	8 961 697
Usagers, avoirs à établir	90 075
Personnel, congés à payer	3 291 373
Personnel, autres charges à payer	9 878 538
Organismes sociaux, autres charges sur congés à payer	1 745 192
Organismes sociaux, autres charges à payer	5 332 212
Etat, impôts et taxes, charges à payer	93 340
Produits constatés d'avance	11 087 156
Dettes d'Exploitation	40 479 583
Fournisseurs d'immobilisations, charges à payer	
Débiteurs divers, charges à payer	264 295
Dettes hors exploitation	264 295
TOTAL	41 097 408

Nature des charges	Montant
Amendes et pénalités	
Charges sur exercices antérieurs	8 625
Autres charges exceptionnelles de gestion	145 060
Opérations de Gestion	153 685
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	
Opérations en Capital	
Provisions réglementées	
Dépréciations de créances	1 525 497
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 525 497
TOTAL	1 679 182
Nature des produits	Montant
Rentrées sur créances amorties	
Subventions d'équilibre	
Autres produits exceptionnels de gestion	889 094
Opérations de Gestion	889 094
Produits exceptionnels sur opérations en capital	
Opérations en Capital	
Provisions réglementées	
Dépréciations de créances	
Provisions pour risques	
Reprises sur Dépréciations, provisions et transferts de charges	
TOTAL	889 094

Les charges et produits exceptionnels maintenus correspondent à :

Produits exceptionnels :

- CAF non affectées antérieures à 2022

Charges exceptionnelles :

- Saisie à tiers détenteur pour la taxe habitation et la dépréciation du compte courant de Coallia Solidaire

ANNEXE 13 – ENGAGEMENTS DE CREDITS-BAILS

L'association a recours à des contrats de crédit-bail pour une très large minorité de son parc automobile.

Au 31 Décembre 2025, les engagements résiduels au titre de ces contrats sont peu significatifs (engagements inférieurs à 50K €) et n'ont pas fait l'objet d'un détail dans la présente annexe.

Engagements donnés	Hypothèques	Privilèges Prêteurs de Deniers	Cautions	TOTAL
Aux Filiales				
CREDIT MUTUEL	148 792	0	0	148 792
BNP PARIBAS	1 500 000	1 230 605	30 009	2 760 614
Aux Tiers	1 648 792	1 230 605	30 009	2 909 406
TOTAL	1 648 792	1 230 605	2 909 406	2 909 406
Engagements reçus	Hypothèques	Privilèges Prêteurs de Deniers	Cautions	TOTAL
Des Filiales				
Des Tiers				
TOTAL				

Postes	Montant
Créances rattachées à des participations	
Créances usagers, et Comptes rattachés	346 695
Comptes Courants Associés Débiteurs	5 402 920
Dettes fournisseurs, et comptes rattachés	
Comptes Courants Créditeurs	

TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS											
Informations financières	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
Filiales et participations											
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus											
1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)	119 080	22 184		4 442 815	0	1 537 273	0	0	-95 681	0	...
PAVILLON GIRARDIN (SA)	118 080	209 069	100	3 896 121	0	884 661	0	0	-155 953		
SCI L'ORANGERIE	1 000	-186 885	99,9	546 694	0	652 612	0	0	60 272		
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)	49 090 101	12 219 464		5 799 950	5 799 950	0	0	27 243 309	4 803 043	0	...
BATIGERE HABITAT SOCIAL (Exercice 2024)	49 090 101	12 219 464	26,54	5 799 950	5 799 950	0	0	27 243 309	4 803 043		
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.											
1. Filiales non reprises au § A.											
a. Filiales françaises (ensemble)				0	0	0	0			0	...
b. Filiales étrangères (ensemble)				0	0	0	0			0	...
2. Participations non reprises au § A.											
a. Dans des sociétés françaises (ensemble)				0	0	0	0			0	...
b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)				0	0	0	0			0	...